



Adresse de la Conférence de l'Union Fédérale des Retraité.e.s Finances

URGENCE SOCIALE ET URGENCE ECOLOGIQUE !

Notre conférence se déroule dans une période difficile d'attaques sans précédent contre les services publics, les conquits sociaux arrachés par la lutte, du Code du Travail à la Sécurité Sociale.

Dividendes record, CICE, baisse de l'impôt sur les sociétés, exonérations de cotisations sociales, suppression de l'ISF, le Président des riches fait le travail pour le MEDEF.

Sur le Pouvoir d'achat :

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 a été dévoilé. La logique libérale de casse se pérennise.

Ainsi afin de continuer à exonérer les revenus du capital, les retraités dits privilégiés, dont les pensions brutes excèdent 2000 €, vont continuer de financer les mesures annoncées (prime « Macron », exonération des heures supplémentaires, indemnité en faveur des aidants) :

Alors que les pertes cumulées de pouvoir d'achat des pensions sont de plus de 30% en 25 ans, en 2020, les retraités percevant moins de 2001€ brut verront leur pension de base revalorisée seulement de 1% dégressivement jusqu'à 2014 €, les autres se contenteront de 0,3%.

L'Union Fédérale des Retraités des Finances exige l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, le retour à la péréquation, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et le retour de la revalorisation des pensions au 1^{er} janvier.

L'abandon des mesures fiscales régressives et le rétablissement d'une réelle progressivité de l'impôt sur le revenu.

Sur la protection sociale :

Le droit à la santé pour tous est un droit fondamental, les dépenses de santé sont une priorité. Notre pays en a les moyens !

L'UFR revendique :

- une sécurité sociale prenant en charge 100% des dépenses de santé (et non le transfert actuel vers les mutuelles), incluant la prise en charge de la perte d'autonomie dans la branche maladie ;
- la suppression de la CASA (contribution additionnelle de solidarité à l'autonomie) ;
- la suppression de la CSG ;
- la prise en compte des revendications des actifs et des retraité-es lors de la renégociation du référencement pour la protection sociale complémentaire aux Finances ;
- à partir des besoins humains et sociaux, une meilleure participation du Ministère et des établissements du secteur semi-public pour permettre une réelle prise en charge et une amélioration des prestations.

Sur les droits sociaux :

Aux Finances, comme dans les établissements semi-publics, les budgets attribués à l'action sociale ne cessent de se réduire alors que les besoins ne cessent de croître.

L'UFR Finances exige :

- une information exhaustive aux retraité.e.s sur leurs droits,
- une dotation sociale à hauteur de 3% de la masse salariale des actifs et 3% du volume des pensions de retraite.

La CGT porte ses revendications (SMIC à 1800 euros brut, 32H, Sécurité Sociale Professionnelle, droit à une retraite pleine et entière à 60 ans...).

Elle combat le projet Macron Delevoye jusqu'à son abandon définitif.

Ce projet a pour but de liquider les 42 régimes de retraite et d'institutionnaliser la baisse des pensions.

Dans le même mouvement, elle défend le maintien et l'amélioration du système actuel par répartition à cotisations et à prestations définies.

Mathieu, né en 1961 Dans le système actuel sa pension représente 73 % de son dernier salaire	Son fils Mathias, né en 1990 Avec le système Macron sa pension représentera 56 % de son dernier salaire
--	---

Source Mediapart

Les retraités des Finances, réunis en conférence à QUIBERON les 1 , 2 et 3 octobre pensent indispensable de lancer une campagne argumentée de formation, d'information et de communication afin de construire le rapport de force pour mettre en échec ce projet de réforme et imposer des propositions pour garantir et faire progresser le système actuel de retraites (du code des pensions et régimes spéciaux).

Il nous faut construire un mouvement social le plus large possible dans une démarche unitaire sur la base des revendications les plus ambitieuses. Dans ce cadre, l'UFR exprime son total soutien aux luttes des agents des finances contre la liquidation de leurs administrations et établissements économiques et financiers et revendique le maintien et le développement de services publics de proximité et de pleine compétence et l'abandon définitif du plan Darmanin du nouveau réseau de proximité.

Face à l'urgence écologique, l'articulation d'un projet humain alliant progrès social territorial et environnemental est plus que jamais une nécessité. Le dernier rapport du GIEC qui rassemble les c'est-à-dire scientifiques de la planète, conforte la revendication portée depuis toujours par la CGT, sortir de la logique capitaliste !

Les travailleurs, les chômeurs, les retraité.e.s, les étudiants ont les clefs pour inverser le rapport de force, jusqu'à la généralisation des luttes pour une société plus juste, plus solidaire et plus humaine.

TOUS ENSEMBLE DES LE 8 OCTOBRE !

Quiberon, le 3 octobre 2019